

AKTUELL

LIBERTY STEEL

L'indécis

Luc Caregari

Le temps presse : même si l'usine de Dudelange fonctionne bien en ce moment, la solvabilité de son patron est une menace pour son avenir. Pourtant, le ministre de l'Économie ne veut toujours pas décider de la voie à prendre.

Un huis clos total a été demandé par le ministre pour cette séance de la commission parlementaire de l'Économie, très attendue pourtant. Franz Fayot avait en effet promis d'intervenir en personne sur le sujet épineux de l'« avenir du site de production Liberty Steel » à Dudelange. Alors qu'en France, en Belgique comme au Royaume-Uni les voix s'élèvent pour du moins nationaliser temporairement et partiellement les usines rachetées en un temps record par Sanjeev Gupta, le patron de GFG Alliance et de Liberty Steel dont l'empire industriel est en train de tanguer suite à la défection de son financier Greensill, le grand-duché semble avoir du mal à se trouver une voie.

C'est du moins ce qui est à retenir de la commission parlementaire, où les député-e-s, malgré leurs questions et interventions, n'ont pas obtenu de plan concret de la part de Franz Fayot. Selon nos informations, le ministre serait bien conscient du fait que le château de cartes de Gupta est sur le point de tomber. Il aurait aussi mis en avant que le site de Dudelange, qui travaille en binôme avec celui de Liège, fonctionne bien - mais que des problèmes d'approvisionnement en Belgique commenceraient à impacter aussi l'usine de Dudelange.

Une nationalisation de Dudelange n'est pas exclue

Au grand dam des parlementaires, le ministre - qui se serait montré très à fleur de peau face à certaines interventions plus musclées - s'est cantonné à répéter le mantra que son ministère prêche à la presse depuis des semaines : « Nous étudions toutes les pistes, nous parlons à tout le monde, rien n'est exclu. » Donc, même pas une nationalisation du site, comme nous avons pu l'apprendre, même si le ministre de l'Économie n'a mis cette option sur la table que suite à la question d'un-e parlementaire.

Franz Fayot est aussi resté vague sur les contacts éventuels de son ministère avec ses homologues étrangers. Le dialogue serait là,



© MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

mais rien de concret n'aurait été retenu jusqu'ici. Et pourtant le temps presse, et les syndicats demandent des perspectives concrètes, comme nous avons pu l'écrire dans notre édition en ligne ce mercredi. D'autant plus que Liberty Steel a déjà profité d'un prêt magnanime de 20 millions d'euros garanti par l'État dans le cadre des mesures anti-Covid19. Un prêt qui pourrait bien éclater au visage de Gupta et donc engager les finances publiques.

De toute façon, ce n'est pas la première fois que le gouvernement ou ses représentants sont intervenus dans le destin du site de Dudelange. La vente à Liberty Steel elle-même a été un thriller économique-politique à l'époque. Alors que le site se trouvait dans le giron d'Arcelormittal, le gouvernement et son représentant au conseil d'administration (notamment le ministre de l'Économie de l'époque Étienne Schneider et son prédécesseur Jeannot Krecké) ne sont pas intervenus pour empêcher sa vente. Une vente qui n'était pas due à la conjoncture économique, mais juste motivée par l'appétit d'Arcelormittal de se payer l'usine Ilva à Tarente en Italie - molosse aussi énorme que poluant. À l'époque, la Commission européenne avait forcé Arcelormittal à se séparer de certaines de ses usines avant qu'elle donne son feu vert, pour éviter une position dominante. Après des années de tergiversations, Arcelormittal vient de trouver un arrangement avec l'État italien et sa société Invitalia, qui en 2022 va devenir majoritaire dans la société d'investissement AM InvestCo, mise sur pied par Arcelormittal pour racheter Ilva. Le groupe de Lakshmi Mittal pourrait donc en théorie reprendre aussi le site de Dudelange. Ce serait peut-être le moment pour Étienne Schneider, qui siège en ce moment au conseil d'administration d'Arcelormittal pour l'État luxembourgeois, de se racheter et de pousser le groupe à sauver les usines qu'il a délaissées auparavant.

SHORT NEWS

Samstag, 14 Uhr: Holt euch die Straßen zurück

(rg) - Am Samstag ist es wieder so weit: Unter Federführung von „Siggy the Cyclist“ findet in Luxemburg-Stadt ein „Reclaim the Streets“ statt. Keine angemeldete Fahrraddemo im klassischen Sinne, mit Polizeischutz und offiziellen Reden, sondern eine „spontane“ Tour für alle, die daran teilnehmen wollen. Bekannt ist lediglich der Treffpunkt, um 14 Uhr in der Enneschtgaass, und der Zielpunkt, nur wenige hundert Meter entfernt, bei der Gëlle Frau. Dazwischen liegt ein Parcours von 14 Kilometern, der es erlauben soll, die Straßen der Stadt „aus Sicht der Radfahrer*innen zu entdecken“. Es geht darum, zu zeigen, dass das Fahrrad „seinen Platz im öffentlichen Raum verdient“. Obwohl in den letzten Wochen einiges in Sachen Radpisten in der Stadt passiert ist, bleiben viele Gefahrenpunkte bestehen. Besonders die Verantwortlichen der Hauptstadt erhalten von Siggy the Cyclist schlechte Noten, da sie im Gegensatz zu anderen europäischen Städten die Zeichen der Zeit noch nicht erkannt hätten. Die Aktion steht allen offen, ob jung oder alt, ob mit oder ohne Elektroantrieb, wobei die Geschwindigkeit den Schwächsten angepasst werden soll. Es werden keine Straßen gesperrt werden, weshalb die üblichen Verkehrsregeln gelten. Die Teilnehmer*innen sollen außerdem die pandemiebedingten Abstandsregeln achten und auch Masken tragen.

Wenn der Adapto-Pass verwehrt wird

(tj) - In einer rezenten parlamentarischen Anfrage an den Transportminister hatte Martine Hansen (CSV) einige Fragen bezüglich Adapto, einem gratis Transportdienst für Menschen, die aufgrund einer Behinderung nicht auf den öffentlichen Transport zurückgreifen können. Ihrer Kenntnis nach habe es seit der Reform des Dienstes im März 2020 mindestens einen Fall gegeben, in welchem einem Arbeitnehmer mit Behindertenstatus der Pass für den Adapto-Dienst verwehrt worden sei. Neben den Gründen dafür, wollte Hansen zudem wissen, welche Maßnahmen Minister Bausch (Déi Gréng) für solche Fälle vorgesehen habe. In seiner Antwort bestätigte dieser, dass mit dem Inkrafttreten der Reform eine Überprüfung aller Dossiers durch eine interministerielle Arbeitsgruppe stattgefunden habe. Dabei sei einem Arbeitnehmer in der Tat das Recht auf einen Adapto-Pass entzogen worden. Die Entscheidung sei darauf zurückzuführen, dass die betroffene Person in der Lage sei, den öffentlichen Transport zu benutzen. In diesem Kontext betonte Bausch daran, dass die Nutzung des öffentlichen Transports ein „Synonym für Inklusion und Autonomie“ sei und erinnerte an die hiesigen Bemühungen, die Standards der UN-Behindertenrechtskonvention in puncto öffentlichem Transport zu erfüllen.

online

Fäden, Brücken und Sofas

Sie mögen die Printausgabe, aber Sie wollen mehr woxx? Dann schauen Sie doch auf woxx.lu vorbei: Dort finden Sie regelmäßige Artikel, die ausschließlich online erscheinen.

Esch 2022 : Le fil bleu Petit à petit, le vrai dessein de la capitale européenne de la culture émerge : au lieu d'aspirer à être une entreprise d'émancipation par la culture et de destruction des barrières sociales, il s'agit d'un vaste programme de libéralisation de la culture. woxx.eu/filbleu

Verbindung Kirchberg-Neudorf-Cents: Sanfte Brücke Provelo.lu begrüßt den Entscheid des hauptstädtischen Schöff*innenrates für den Bau einer Brücke über Neudorf. Das lange Warten ist aber damit noch nicht zu Ende. woxx.eu/velobreck

Um Canapé mat der woxx - #3 Nohalteg Kultur Macht Iech et gemittlech, mir hunn eng nei Episode vum Kulturpodcast „Um Canapé mat der woxx“ fir Iech: D'Mariana an d'Mara aus der Jugendgrupp move. vum Mouvement écologique schwätzen mat der Journalistin Isabel Spigarelli iwwer nohalteg Kultur-Festivals an Utopien. woxx.eu/nohaltegkult

Space mining: Was, wann und wie viel bringt's ein? Platin oder Wasser, 2027 oder 2057, darüber gab es bei der Space Resources Week verschiedene Auffassungen. Einig war man sich, dass nur ein „Weltraumrecht 2.0“ diesen „Billiardenmarkt“ in Schwung bringen kann. woxx.eu/spaceres21